

**NOTE D'ORIENTATION REGIONALE  
PROJETS SPORTIFS TERRITORIAUX 2026**

*A l'attention de mesdames, messieurs  
les présidents d'associations sportives régionales, départementales et locales  
les élus des collectivités territoriales et de leurs groupements*

**Référence :** Note N°2026-DFT-03 du 10 avril 2026 relative à la politique de l'Agence nationale du sport en faveur des projets sportifs territoriaux (PST) pour l'année 2026.

Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1. CAMPAGNE RÉGIONALE PROJET SPORTIF TERRITORIAL 2026.....                                 | 2  |
| 1.1. Enveloppe régionale 2026 .....  | 2  |
| 2. SOUTIEN A LA PROFESSIONNALISATION DU MOUVEMENT SPORTIF .....                            | 3  |
| 2.1. Les « emplois agence » .....  | 6  |
| 2.2. Les emplois sportifs qualifiés (ESQ).....   | 7  |
| 2.3. Les emplois sociosportifs (ESS) .....   | 8  |
| 3. SOUTIEN AUX ACTIONS LIÉES AUX POLITIQUES PUBLIQUES DU SPORT .....                       | 8  |
| 3.1. Plan de prévention des noyades et développement de l'aisance aquatique.....           | 9  |
| 3.2. Savoir rouler à vélo (« SRAV »).....  | 12 |
| 3.3. La lutte contre les dérives, les violences et les discriminations dans le sport ..... | 13 |
| 3.4. Déploiement du sport santé sur le territoire francilien .....                         | 14 |
| 3.5. Le développement du parasport.....  | 15 |
| 3.6. Le développement de la pratique des femmes et des jeunes filles .....                 | 16 |
| 3.7. Les territoires carencés (QPV et ZRR).....  | 17 |
| 4. RAPPEL POUR TOUS LES DISPOSITIFS DE SUBVENTION .....                                    | 17 |
| Annexes.....   | 19 |

## Préambule national

L'Olympiade 2025-2028 s'inscrit dans une dynamique exceptionnelle pour le sport français, avec en ligne de mire les Jeux olympiques et paralympiques de Los Angeles en 2028 et la perspective des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 dans les Alpes françaises. Au-delà de ces grands rendez-vous internationaux, cette période doit avant tout **contribuer à renforcer l'accès à la pratique sportive pour toutes et tous et à faire progresser durablement le nombre de pratiquants sur l'ensemble du territoire.**

Par ailleurs, cette nouvelle phase s'inscrit dans un contexte de transformation de l'Agence nationale du sport (ANS), visant à renforcer la lisibilité, la performance et l'impact de son action au service des territoires. Cette évolution doit permettre de consolider la cohérence entre les priorités nationales et leur déclinaison territoriale, d'améliorer le pilotage stratégique des dispositifs et de simplifier les modalités d'intervention. Dans ce cadre, les projets sportifs territoriaux (PST) constituent un outil privilégié pour accompagner cette trajectoire, en assurant à la fois la continuité de l'action publique et son adaptation progressive aux enjeux nouveaux du sport et des territoires.

Ils s'inscrivent pleinement dans l'ambition de faire du sport un vecteur d'éducation, d'insertion, de santé, d'inclusion et de transition écologique, tout en contribuant à faire de la France une Nation plus sportive. À ce titre, ils participent à l'objectif national d'augmentation de 3 millions du nombre de pratiquants à l'horizon 2027, en parallèle d'un renforcement de la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des publics au sein des clubs et structures sportives.

## 1. CAMPAGNE RÉGIONALE DES PROJETS SPORTIFS TERRITORIAUX 2026

La délégation régionale académique à la jeunesse à l'engagement et aux sports (DRAJES) pilote, coordonne et anime la campagne régionale des projets sportifs territoriaux (PST) de l'ANS, en s'appuyant sur les stratégies régionales relatives aux politiques publiques sportives déployées en Île-de-France ainsi que sur les différents acteurs (services départementaux à la jeunesse à l'engagement et aux sports franciliens, conseillers techniques sportifs régionaux, mouvement sportif, collectivités territoriales et milieu économique).

Toutes les parties prenantes de la gouvernance territoriale du sport seront associées aux décisions d'attribution des subventions par le biais de la conférence des financeurs du sport d'Île-de-France.

Afin de croiser davantage les projets sportifs fédéraux (PSF) et les PST, les fédérations sont amenées à diffuser leurs notes de cadrage PSF auprès des acteurs de la gouvernance territoriale et d'y joindre leur stratégie emploi.

### 1.1. Enveloppe régionale 2026

En 2026, l'enveloppe régionale de crédits délégués pour l'Île-de-France s'élève à **10 029 481 €**.

La répartition de cette somme par priorité est la suivante :

- **Soutien à la professionnalisation du mouvement sportif : 7 902 481 € dont**
  - o 6.359.981 € pour le financement des emplois en cours (emplois agence, emplois sportifs qualifiés, emplois sociosportifs) ;
  - o 1.542.500 € pour la création d'emplois.
- **Soutien aux politiques publiques du sport : 2 127 000 €**
  - o Lutte contre les dérives, les violences et les discriminations dans le sport ;
  - o Sport santé ;
  - o Savoirs sportifs fondamentaux (aisance aquatique, j'apprends à nager et savoir rouler à vélo) ;
  - o Développement du parasport ;
  - o Développement de la pratique féminine ;
  - o Territoires carencés.

La répartition de ces enveloppes est détaillée en annexe 1.

La DRAJES et les services déconcentrés veilleront à l'équité de traitement des dossiers et à la cohérence du soutien apporté avec la déclinaison territoriale des PSF de chaque fédération. Elle assurera par ailleurs l'organisation de la concertation au plan territorial en lien avec la conférence régionale du sport et la conférence des financeurs.

#### Structures éligibles :

Les structures éligibles sont celles qui sont indiquées dans l'annexe 2 de la présente note.

#### Modalités financières :

- Par action : à compter de 2026, le montant minimum de subvention par action est de 750 €. Ce seuil est abaissé à 500 € pour le bénéficiaire concerné par les critères appliqués aux territoires carencés (hors QPV et cités éducatives).
- Par dossier : le seuil minimum d'aide financière pour un bénéficiaire, pour l'ensemble de ses actions s'élève à 1 500 €. Ce seuil est abaissé à 1 000 € pour le bénéficiaire concerné par les critères appliqués aux territoires carencés (hors QPV et cités éducatives).
- 2 actions maximum (hors emploi) pourront être financées.
- Les associations ne peuvent pas déposer une demande de financement pour une même action via les différents dispositifs de l'Agence (PST / PSF / appel à projets nationaux).

#### Calendrier prévisionnel de la campagne 2026 :

Le calendrier prévisionnel de la campagne 2026 est présenté en annexe 3.

#### Justifications des subventions versées

Chaque association ayant bénéficié d'une subvention en année N-1 doit transmettre son compte-rendu financier de façon dématérialisée via le Compte Asso. Aucun compte-rendu papier ou transmis par mail ne pourra être accepté.

S'agissant plus spécifiquement des emplois, les structures doivent transmettre en plus des contrats de travail en année 1, toutes les pièces pouvant justifier de la réalité de l'emploi et/ou conditionnant le versement des années 2 et 3 des conventions :

- Certificats de formation attestant que l'employeur et le salarié ont bien suivi le module de formation de sensibilisation à la lutte contre les violences à caractère sexiste et sexuel dans le sport ;
- Pour les « 1 000 emplois sociosportifs », certificats de formation attestant que le salarié a bien suivi le module de formation « Insertion par le sport » ;
- Attestations de maintien dans l'emploi ;
- Bilans d'activités de la personne salariée ;
- Bulletins de salaire.

## **2. SOUTIEN A LA PROFESSIONNALISATION DU MOUVEMENT SPORTIF**

L'enveloppe « emploi » intègre les différentes mesures d'aide à l'emploi : emplois pluriannuels, consolidation, aides ponctuelles à l'emploi, emploi sportif qualifié (ESQ) et emplois sociosportifs (ESS) en cours.

Quel que soit le dispositif « emploi » concerné, l'attribution d'une aide à l'emploi est conditionnée au respect :

- du contrôle d'honorabilité des dirigeants et des éducateurs sportifs de l'association ;
- de la convention collective nationale du sport ou à défaut la convention collective dont l'employeur dépend lorsqu'elle s'applique sur le territoire concerné (les groupes de classification des salaires minimums conventionnés et les montants applicables issus de l'article 9.2 de la convention collective nationale du sport apparaîtront dans le contrat de travail) ;
- pour le recrutement d'un éducateur sportif, à la détention d'une carte professionnelle en cours de validité (diplôme reconnu par le code du sport) ;
- de transmettre tous les documents justificatifs.

Une attention particulière sera portée :

- aux créations d'emplois comprenant des missions de développement, en cohérence avec les déclinaisons territoriales portées par les fédérations dans le cadre de leurs PSF ;
- le développement de la pratique à destination des publics prioritaires (les femmes et les jeunes filles ainsi que les personnes en situation de handicap) et en adéquation avec les enjeux nationaux à fort impact (santé, éducation, développement durable, etc.) ;
- les besoins particuliers des territoires en termes d'accompagnement financier au développement de la professionnalisation.

Les structures veilleront également à mettre en œuvre les actions nécessaires à l'atteinte d'un équilibre à moyen terme entre les bénéficiaires femmes et hommes des aides à l'emploi de l'ANS.

Il est rappelé que l'aide à l'emploi, quel que soit le dispositif, est attribuée pour l'embauche ou la consolidation d'un emploi existant en CDI, soit d'un éducateur sportif, d'un agent de développement ou d'un agent polyvalent. Néanmoins, l'aide ponctuelle à l'emploi pourra servir prioritairement au recrutement de salariés en CDD sur ces mêmes types de postes.

Le renouvellement de l'aide à l'emploi est conditionné pour l'employeur et le salarié au suivi d'une formation à la prévention des violences et des discriminations dans le sport.

Quel que soit le type d'emploi, lorsqu'un salarié dont le poste bénéficie d'une aide à l'emploi quitte la structure, cette dernière dispose d'un délai de 3 mois pour recruter un nouveau salarié sur le même poste. A défaut de recrutement dans le délai, la subvention fera l'objet d'un reversement total ou partiel.

Compte tenu de l'existence de différentes mesures d'aides à l'emploi, les règles de cumul de ces aides sont rappelées dans l'annexe 4. Vous disposez également d'un outil de calcul du coût de l'emploi accessible en ligne sur le site du centre de ressources DLA Sport : <https://crdla-sport.franceolympique.com/art.php?id=34277>.

Pour être éligibles, les emplois doivent être créés sur l'année 2026 (du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à clôture de la campagne ANS emploi). Le cas échéant, une demande de reversement sera systématiquement engagée par la DRAJES.

Une demande de subvention « emploi » doit comporter un seul projet/action : 1 emploi = 1 dossier.

L'édition d'une convention emploi pluriannuel, d'un avenant de convention, d'un avenant de renouvellement ou d'un avenant de renouvellement complémentaire n'est possible qu'après la validation de l'engagement juridique (EJ) par l'ANS.

Tout changement doit être signalé au service gestionnaire (SDJES ou DRAJES).

## Mesures d'impact

Afin d'assurer la réussite de la campagne de professionnalisation, une évaluation pluriannuelle est mise en place :

- une évaluation initiale pour évaluer l'éligibilité du projet de professionnalisation ;
- une évaluation intermédiaire pour suivre l'avancement des actions et ajuster la stratégie si nécessaire ;
- une évaluation finale pour déterminer si la structure est en capacité de pérenniser le poste et mesurer l'impact de la professionnalisation sur le développement du mouvement sportif.

La mise en place d'une démarche de mesure d'impact poursuit plusieurs finalités :

- Évaluer l'efficacité des emplois soutenus, en appréciant le degré d'atteinte des objectifs initiaux fixés lors de l'instruction des dossiers, tant en matière de développement d'activités que de structuration des organisations bénéficiaires.
- Mesurer l'utilité sociale et territoriale des emplois financés, en analysant leur contribution au développement de la pratique sportive, à l'accès aux activités physiques et sportives pour des publics prioritaires, ainsi qu'à la réduction des inégalités territoriales, notamment dans les territoires carencés.
- Apprécier la pérennisation des emplois créés ou consolidés, en identifiant les conditions de stabilisation des postes au-delà de la période de financement public, ainsi que les facteurs favorisant ou limitant cette pérennité.

Des indicateurs ont été identifiés :

1. Indicateurs relatifs à l'emploi et à la structuration des structures bénéficiaires permettant d'analyser l'impact direct du dispositif sur la dynamique d'emploi. Ils portent notamment sur le nombre d'emplois créés ou consolidés, la nature des contrats (contrats à durée indéterminée ou déterminée), le volume de travail exprimé en équivalent temps plein (ETP), ainsi que les taux de pérennisation des emplois.
2. Indicateurs relatifs à l'activité sportive visant à mesurer les effets du soutien à l'emploi sur le développement de la pratique. Ils intègrent l'évolution du nombre de licenciés ou de pratiquants, la création de nouvelles activités ou sections, ainsi que le volume d'heures d'encadrement proposées.
3. Indicateurs relatifs aux publics prioritaires, conformément aux orientations nationales et régionales. À ce titre, des indicateurs spécifiques permettent de mesurer la part de femmes parmi les bénéficiaires des actions, la proportion de publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou de territoires identifiés comme carencés, ainsi que la part de publics en situation de handicap.
4. Indicateurs relatifs au modèle économique des structures permettant d'apprécier leur capacité à consolider leur activité au-delà du soutien public. Ils portent notamment sur la part de financement propre générée par la structure, ainsi que sur la diversification des ressources, incluant les financements issus des collectivités territoriales, des partenaires privés ou d'autres dispositifs de soutien.

**En Île-de-France, une attention particulière sera portée sur :**

- l'articulation de la demande d'aide avec la stratégie de professionnalisation des fédérations et des ligues sportives dans le cadre des PSF ;
- l'animation des équipements sportifs financés au titre du « Plan 5 000 terrains de sport » (2022-2023), du « Plan 5 000 équipements sportifs – Génération 2024 » (2024-2026) et du plan équipements 2026 ;
- l'animation des équipements sportifs scolaires situés dans les enceintes scolaires, référencés dans le cadre de la mutualisation des équipements sportifs ;

- le développement de la pratique en faveur des femmes, des jeunes filles et des personnes en situation de handicap ;
- la promotion de l'activité physique au travers des dispositifs de politiques publiques sportives ;
- l'accompagnement des structures peu demandeuses d'emplois.

Seront enfin prioritairement étudiés les dossiers qui s'appuieront sur :

- un réel projet de pérennisation (développement des activités et augmentation des ressources propres) ;
- la définition d'un plan formation pour la conduite de missions spécifiques (lutte contre les violences, radicalisation, santé, parasport) lorsqu'une phase d'adaptation à l'emploi s'avèrera nécessaire ;
- un référencement de la structure sur le [Handiguide des sports](#) ou une labellisation « [club inclusif](#) » par le Comité paralympique et sportif français (CPSF) lorsque le projet associatif le justifie ;
- une candidature à l'emploi déjà identifiée ou une promesse d'embauche déjà réalisée ;
- l'atteinte d'un équilibre homme femme dans les aides à l'emploi.

Les fédérations sportives devront émettre un avis sur la plateforme OSIRIS concernant les dossiers de demandes de subvention « emploi » déposés par leurs structures déconcentrées et associations affiliées. Pour les associations affiliées à une fédération, sans avis fédéral, le dossier ne sera pas prioritaire.

## **2.1. Les « emplois agence »**

Le renouvellement de l'aide à l'emploi est conditionné au respect pour l'employeur et le salarié du suivi d'une formation de sensibilisation à la lutte contre les violences à caractère sexiste et sexuel dans le sport.

### **2.1.1. Règles de gestion**

Les règles de gestion pour les emplois pluriannuels classiques sont les suivantes :

- Les emplois peuvent être contractualisés sur 2 ou 3 ans ;
- Le plafond de l'aide est de 12 K€ par an et par emploi (pour un emploi à plein temps et pour une année complète, soit 12 mois) ;
- L'aide peut être dégressive ;
- Les emplois sont recrutés prioritairement au sein des territoires carencés (annexe 5) ;
- Il est possible d'attribuer des aides ponctuelles à l'emploi d'un montant maximal de 12 K€ pour un emploi à plein temps et pour une année complète, soit 12 mois. Compte-tenu de leur caractère particulier, elles doivent constituer une réponse à un contexte associatif qui rend particulièrement nécessaire l'octroi de cette aide tout en identifiant les perspectives de pérennité de l'emploi au-delà de la période aidée ;
- Les aides à l'emploi de l'ANS ne sont pas cumulables avec les autres aides à l'embauche portées par le Gouvernement (Fonjep, PEC, etc.) ;
- L'aide concernant les emplois à temps partiel est calculée au prorata du temps de travail.

En cas de cumul d'emploi, les services instructeurs s'assureront, avant l'octroi d'une aide, que les conditions légales et réglementaires en vigueur sont/seront respectées.

### **2.1.2. Les consolidations**

Les consolidations d'emploi sont non prioritaires et ne seront donc pas systématiques.

Lorsqu'une aide à la consolidation est envisagée, celle-ci sera systématiquement soumise à une évaluation qui devra faire apparaître une réelle opportunité de pérennisation du poste.

Il est conseillé de prendre contact avec votre référent emploi.

En cas de consolidation pluriannuelle exceptionnelle, le montant de l'aide financière est dégressif :

- En année N : 8 500 €
- En année N+1 : 7 000 €
- En année N+2 : 5 500 €.

Ces règles ne sont pas applicables aux emplois sportifs qualifiés (ESQ).

## **2.2. Les emplois sportifs qualifiés (ESQ)**

Les stratégies nationale et régionale sport et handicap 2025-2030 s'inscrivent dans une dynamique forte en faveur de l'inclusion, identifiée comme axe prioritaire 2026. La stratégie régionale sport et handicaps 2025-2030 vise à donner toute sa place à la lutte contre la sédentarité et l'inactivité des personnes en situation de handicap dans une logique d'inclusion inversée et partagée. Elle se décline en une feuille de route opérationnelle articulée autour de quatre axes : structurer et animer le réseau régional, développer et territorialiser l'offre, professionnaliser les acteurs et sensibiliser le médico-social, et renforcer la communication tout en mesurant l'impact des dispositifs.

Le dispositif des ESQ – parasport a été mis en œuvre afin de structurer et de professionnaliser les associations qui déploient des actions de développement des pratiques parasportives et des activités physiques et sportives à destination des personnes en situation de handicap. Deux types de postes peuvent être financés :

- éducateur sportif ;
- agent de développement, notamment pour les comités départementaux et les ligues régionales.

Les aides à l'emploi d'ESQ ont pour objectif de :

- concevoir, mettre en œuvre et suivre les projets de développement des pratiques parasportives et de formations spécifiques ;
- décliner, au sein de la structure, les actions prioritaires en matière de parasport prévues par le PSF ;
- organiser ou contribuer aux événements ou opérations de promotion des activités parasportives en vue de recruter des pratiquants en situation de handicap ;
- déployer la stratégie « ESMS et Clubs » ;
- soutenir le CPSF en faveur du déploiement du programme « Clubs inclusifs » ;
- développer des pratiques parasportives ou structurer son club et son réseau de clubs pour être para accueillant ;
- sensibiliser le public et encourager la participation des personnes en situation de handicap aux grands événements sportifs.

Il est également attendu que les ESQ participent aux différentes formations transverses proposées par les services de l'Etat, à la création d'un réseau parasport, à l'animation territoriale au sein du mouvement sportif régional et contribuent à l'enrichissement du Handiguide des sports en incitant les clubs para accueillants de leur fédération à se référencer sur la plateforme.

Au regard du niveau de compétence attendu d'un ESQ, une qualification minimale est recommandée pour bénéficier de cette aide. Les instructeurs seront attentifs au recrutement de personnes titulaires d'un diplôme ou d'une qualification en lien direct avec le champ de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap (ex : licence APA, DEJEPS APSA, DES sport adapté...). Le cas échéant, la structure employeuse s'engage à compléter la qualification initiale de son salarié par des formations spécifiques (CQH, AQSA...).



### 2.2.1. Règles de gestion

Les règles de gestion pour les ESQ territoriaux parasport sont les suivantes :

- Pour les conventions initiales échues en 2025, il revient aux délégués territoriaux de maintenir le volume global de ces emplois. Ils procèdent à leur évaluation finale afin de décider de leur reconduction ou de soutenir un autre poste au sein d'une association affiliée à la fédération concernée ;
- Les emplois sont contractualisés sur 3 ans ;
- L'aide est de 17,6 K€ par an et par emploi (pour un emploi à plein temps et pour une année complète, soit 12 mois) ;
- L'aide est non dégressive ;
- Conformément aux objectifs de la stratégie nationale Sport et Handicap 2030, les bénéficiaires de ces emplois contribuent au recensement des licenciés en situation de handicap et des clubs de leur fédération inscrits dans le Handiguide des sports. De plus, les ESQ auront un rôle renforcé dans l'accompagnement des clubs de leur fédération ayant participé au programme « Club inclusif » piloté par le CPSF.

De nouveaux postes peuvent être créés, en plus du volume initial, prioritairement réservés aux structures ayant la délégation parasport (liste en annexe 6). Le référent territorial du CPSF est associé au processus de sélection des structures bénéficiaires.

Une évaluation finale permettra de décider de leur reconduction ou de soutenir un autre poste au sein d'une association affiliée à la fédération concernée. Cette évaluation finale reposera sur les critères d'évaluation suivants :

- Multiplier le nombre de structures référencées dans le Handiguide des sports ;
- Augmenter le nombre de licenciés en situation de handicap ;
- Contribuer à l'animation du réseau parasport de la région ;
- Participer à la vie fédérale.

### **2.3. Les emplois sociosportifs (ESS)**

Le dispositif des emplois sociosportifs est en cours de déploiement depuis 2024, et prendra fin en 2027. En 2025, l'ANS a renouvelé 659 aides liées aux ESS pour un montant total de 12,65 M€ (hors transferts indirects).

Il est rappelé que l'objectif du dispositif est d'accompagner l'insertion professionnelle dans et par le sport dans les territoires carencés. L'ensemble des informations relatives au déploiement du dispositif est disponible dans le « guide de mise en œuvre des ESS » (cf. note de service de l'ANS).

Les évolutions pour 2026 du parcours de formation et la méthodologie d'évaluation sont présentées en annexe 7. Des contrôles de conformité des dossiers, tant sur les aspects qualitatifs que quantitatifs seront organisés par l'ANS.

## **3. SOUTIEN AUX ACTIONS LIÉES AUX POLITIQUES PUBLIQUES DU SPORT**

Une enveloppe d'un montant de 2 127 000 € permet de financer des actions répondant aux enjeux nationaux, régionaux et territoriaux des politiques publiques du sport au premier rang desquelles le sport santé, la lutte contre les dérives, les violences et les discriminations dans le sport ainsi que les savoirs sportifs fondamentaux (« Aisance aquatique », « J'apprends à nager » et « Savoir rouler à vélo »).

Depuis 2025, il a été décidé, pour répondre aux mesures gouvernementales liées à la simplification de l'action de l'État, de ne pas flécher d'enveloppes de crédits par politique publique.



Ainsi, les orientations régionales prioritaires, au regard des besoins locaux identifiés par les conférences régionales du sport et en cohérence avec les orientations nationales et les objectifs sont :

- La promotion du sport – santé ;
- Le développement du parasport ;
- Le développement de la pratique des femmes et des jeunes filles ;
- Les territoires carencés au premier rang desquels les quartiers de la politique de la ville (QPV) et les zones de revitalisation rurale (ZRR).

### **3.1. Plan de prévention des noyades et développement de l'aisance aquatique**

La prévention des noyades et le développement de l'aisance aquatique s'organisent autour de deux dispositifs : Aisance aquatique et J'apprends à nager.

Il est à noter que le dispositif national « 1, 2, 3 Nagez ! » lancé en partenariat avec Paris 2024 dans le cadre de l'accueil et de l'héritage des JOP, notamment auprès de territoires prioritaires collectivités Hôtes des Jeux – Département de Seine Saint-Denis, est désormais intégré à ces savoirs sportifs fondamentaux.

#### **3.1.1. Structures éligibles**

Les structures éligibles à ce dispositif sont celles éligibles à la part territoriale du PST, auxquelles il est ajouté les collectivités territoriales ou leurs groupements.

Les porteurs de projets et les services déconcentrés de l'Etat pourront s'appuyer sur le site [Data ES](#) pour identifier les équipements qui pourraient être utilisés dans le cadre de leur projet.

#### **3.1.2. Actions éligibles**

Les actions éligibles sont :

- o la mise en place d'actions d'apprentissage de l'aisance aquatique à destination d'enfants de 4 à 6 ans et jusqu'à 18 ans pour les enfants en situation de handicap ;
- o Le dispositif « *J'apprends à nager* », pour soutenir des stages d'apprentissage de la natation pour les enfants de 6 à 12 ans (jusqu'à 18 ans, pour les enfants en situation de handicap), et les adultes de plus de 45 ans ne sachant pas nager, résidant prioritairement dans les zones carencées. Il est précisé que la part réservée aux actions en faveur des adultes ne pourra pas excéder 10% de l'enveloppe.

Les projets reposant sur des actions de communication et/ou de pilotage destinées à déployer ces dispositifs ne sont pas éligibles, de même que les actions de formation à l'encadrement de l'aisance aquatique. **Les actions à destination des enfants en situation de handicap devront faire l'objet d'une attention particulière.**

Lors de sa demande, il est attendu que le porteur de projet identifie les opérateurs encadrant les séances de natation et vérifie que les attestations sont délivrées et bien référencées sur la plateforme « *Aisance aquatique et savoir nager* ».

Les actions prioritaires seront celles concernant plus de 15 jeunes (sauf en territoires carencés).

### 3.1.3. Les modalités d'organisation des stages « Aisance aquatique »

Les stages « Aisance aquatique » s'adressent aux enfants de 4 à 6 ans, et jusqu'à 18 ans pour les enfants en situation de handicap. Ces enseignements doivent être massés dans le temps et peuvent être effectués selon plusieurs modalités regroupées sous la dénomination « *classe bleue* » lorsqu'il s'agit du temps scolaire, ou « *stage bleu* » sur les temps péri et extra-scolaire, correspondant à :

- une séance par jour pendant deux semaines consécutives ;
- deux séances par jour pendant une semaine.

Les stages devront être gratuits pour les enfants.

Trois paliers d'acquisition constituant un continuum sont distingués. Ils correspondent chacun à un ensemble de compétences, dont la somme constitue l'Aisance aquatique :

- Palier 1 : entrer seul dans l'eau ; se déplacer en immersion totale ; sortir seul de l'eau ;
- Palier 2 : sauter ou chuter dans l'eau ; se laisser remonter ; flotter de différentes façons ; regagner le bord et sortir seul de l'eau ;
- Palier 3 : entrer seul dans l'eau par la tête ; remonter aligné à la surface ; parcourir 10m position ventrale tête immergée ; se retourner et flotter sur le dos bassin en surface ; regagner le bord et sortir seul de l'eau.

Il est précisé que les situations d'apprentissage sont proposées sans recours à des dispositifs de flottaison. Le stage devra avoir lieu dans un bassin permettant l'expérience de la profondeur, compte-tenu de l'âge des enfants accueillis, ce qui correspond à la taille de l'enfant et de son bras levé sous l'eau, soit 1,30m de profondeur environ minimum. Les stages « Aisance aquatique » devront être animés par des personnes ayant reçu la formation « *encadrant Aisance aquatique* » ou « *instructeur Aisance aquatique* ».

Les coopérations entre le mouvement sportif et les collectivités territoriales seront privilégiées afin de favoriser l'émergence d'une offre de stages co-organisés. Pour le déploiement de l'aisance aquatique dans le cadre scolaire, les écoles (et les établissements spécialisés, dont les IME et ESMS, pour les enfants en situation de handicap) devront être parties prenantes de la mise en œuvre du projet. L'avis / visa des DASEN (ou du chef d'établissement dans le cadre de l'enseignement privé sous contrat) sera un préalable nécessaire au dépôt du projet (sous la forme par exemple d'un courrier joint en annexe du dossier).

Puisque l'aisance aquatique est une expérience positive de l'eau, les porteurs de projets devront porter une attention particulière aux éléments suivants :

- L'organisation d'une réunion avec les parents des enfants est souhaitable.
- Les temps « vestiaires, douches, toilettes » à organiser. Ils pourront faire l'objet d'une première séance à la piscine.
- La peur ou l'appréhension de l'eau (qui peut être du fait des enfants comme des parents).
- L'aménagement de la piscine spécifiquement pour le projet et l'accueil de très jeunes enfants, la température de l'eau.
- La prévention des violences faites aux enfants.

Le porteur de projet devra ainsi :

- justifier des partenariats d'organisation mentionnés supra ;
- fournir un emploi du temps prévisionnel et le projet pédagogique ;
- transmettre les pièces réglementaires nécessaires à ce type d'organisation (agrément sortie scolaire, déclaration de stage ACM le cas échéant etc.).

Selon les temps investis, les normes d'encadrement en vigueur fixées pour les activités dans le temps scolaire par la note de service « *Enseignement de la natation scolaire et contribution de l'école à l'aisance aquatique* » du 28 février 2022 (NOR MENE2129643N) ou fixées par les codes de l'action sociale et des familles et du sport devront être respectées.

Dans le cadre du déploiement du plan « *Prévention des noyades et développement de l'Aisance aquatique* », les services déconcentrés de l'Etat pourront s'appuyer sur le kit de communication réalisé par le ministère chargé des sports sur l'éducation au milieu aquatique, qui comprend 3 affiches de prévention des noyades : une affiche présentant les 4 conseils génériques / une affiche spécifique mer / une affiche sur la signalisation du littoral.

#### 3.1.4. Les modalités d'organisation des stages « *J'apprends à nager* »

Les stages d'apprentissage de la natation du dispositif « *J'apprends à nager* » s'adressent aux enfants de 6 à 12 ans, et jusqu'à 18 ans pour les enfants en situation de handicap, résidant prioritairement en territoires carencés.

Ils pourront être organisés en format massé dans le temps correspondant à :

- une séance par jour pendant deux semaines consécutives ;
- deux séances par jour pendant une semaine.

Ils pourront également avoir lieu dans le cadre d'un accueil de loisirs. Ils se composent de 10 séances d'environ 45 minutes à 1h chacune, organisées sur les temps périscolaires ou extra-scolaires. Les projets sur le temps scolaire ne sont pas éligibles.

Les stages devront être gratuits pour les enfants.

#### 3.1.5. Evaluation des actions « *Aisance aquatique* » / « *J'apprends à nager* »

Pour les stages d'apprentissage de l'aisance aquatique, l'observation des acquis se fera grâce à la grille d'observation et en référence aux trois paliers balisant le continuum de l'Aisance aquatique.

Une attestation sera délivrée à chaque enfant à partir de la plateforme « *Aisance aquatique et savoir nager* » par les MNS qui y sont référencés.

Le bilan des actions financées sur le dispositif Aisance aquatique se fera en deux parties :

- Transmission du compte-rendu financier via [Le compte Asso](#) ;
- Saisie des informations sur les actions réalisées sur le portail : <https://www.sports.gouv.fr/le-plan-aisance-aquatique-1129> / onglet « *Aisance aquatique - Je me connecte* ».

**L'action sera considérée comme terminée une fois ces deux conditions remplies.**

Pour les stages d'apprentissage « *J'apprends à nager* », la capacité à savoir nager devra être validée à la fin du stage par la réussite au test du savoir nager en sécurité dans sa déclinaison hors champ scolaire sur la plateforme « *aisance aquatique, savoir nager* » dans une session pour laquelle la coche « *financement* » de l'ANS sera activée. Cependant, dans certains cas exceptionnels liés au faible niveau initial des bénéficiaires ou à des situations phobiques, il peut être envisagé par l'organisateur des sessions, à la fin du cycle d'apprentissage, de proposer de participer à un second stage « *J'apprends à nager* » afin de consolider les acquis du premier et de passer le test du savoir nager en sécurité dans les meilleures conditions.

Les enfants ayant suivi le cycle d'apprentissage et n'ayant pas validé le test du savoir nager en sécurité devront aussi être saisis sur la plateforme « *aisance aquatique, savoir nager en sécurité* » dans une session pour laquelle la coche « *financement* » ANS sera activée et pour laquelle il seront enregistrés comme non validés.

Il est précisé que depuis 2023 les délégués territoriaux peuvent procéder à une demande de reversement auprès des porteurs de projet qui n'auraient pas saisi les informations sur les actions réalisées dans le portail : <https://aisanceaquatique.fr/preventiondesnoyades/intervenant>.

Le portail « *Prévention des noyades* » du ministère chargé des sports, présente des ressources sur l'ensemble du plan « *Prévention des noyades et développement de l'aisance aquatique* », tant sur le volet « *Aisance aquatique* » que sur le volet « *J'apprends à nager* ». C'est également la porte d'entrée sur la plateforme « *Aisance aquatique et savoir nager* » qui permet aux porteurs de projets soutenus de renseigner les informations sur leurs actions réalisées :

- validation du statut d'encadrant ou d'instructeur Aisance aquatique (détenteurs d'une carte professionnelle à jour pour l'encadrement de la natation) aux MNS préalablement inscrits sur la plateforme à l'issue de leur formation ;
- saisie des interventions, génération des attestations pour les enfants ayant participé à un stage/classe bleue, validation du savoir nager en sécurité ou identification des enfants ayant suivi le cycle mais n'ayant pas validé le test ;
- Saisie des attestations du savoir nager en sécurité lorsqu'il est validé hors du temps.

Tous les MNS et les maîtres-nageurs ayant une carte professionnelle à jour peuvent s'inscrire sur cette plateforme et saisir des interventions « *Aisance aquatique* » ce qui génère des attestations aisance aquatique en référence aux trois paliers d'acquisition ou des attestations « *savoir nager en sécurité* » nominale lorsqu'il est validé.

**La saisie des informations réalisées sur les projets soutenus fait partie des obligations d'évaluation à réaliser à la fin du projet, conjointement avec la transmission du compte-rendu sur le Compte Asso.**

Pour tout renseignement sur cette plateforme : [appli-aisance-aquatique@sports.gouv.fr](mailto:appli-aisance-aquatique@sports.gouv.fr)

### **3.2. Savoir rouler à vélo (« SRAV »)**

Le dispositif « *Savoir rouler à vélo* » apprend aux enfants à se déplacer en vélo pour l'entrée au collège et ancre les réflexes d'aller vers une mobilité décarbonnée dès le plus jeune âge.

#### **3.2.1. Structures éligibles**

Les structures éligibles à ce dispositif sont celles éligibles à la part territoriale, auxquelles on ajoute les collectivités territoriales ou leurs groupements.

#### **3.2.2. Actions éligibles**

Les actions à destination des enfants en situation de handicap devront faire l'objet d'une attention particulière. Un décroisement de l'âge jusqu'à 18 ans pour ces enfants est proposé.

Peuvent être financées :

- Des interventions qui incluent le bloc 3 du SRAV : soit un programme complet (blocs 1, 2 et 3), soit des blocs 3 qui viennent compléter des blocs 1 et 2 réalisés par une autre structure.
- Des formations d'intervenants, en capacité de réaliser l'ensemble du programme SRAV (blocs 1, 2 et 3), si elles ne peuvent pas être prises en charge par le programme Génération Vélo (<https://generationvelo.fr/programme/formation-intervenants>).
- Des actions permettant de faciliter l'accès et l'usage (entretien, recyclage) du matériel. L'acquisition de petits matériels hors bien amortissables est autorisée pour un montant maximal unitaire de 500€ hors taxe.

Les projets reposant sur des actions de communication et/ou de pilotage destinées à déployer ce dispositif ne sont pas éligibles.

Lors de sa demande, il est attendu que le porteur de projet identifie les opérateurs encadrant les séances d'activité et la provenance du matériel fourni (vélos, casques...).

### 3.2.3. Les modalités d'organisation des stages concernant le dispositif « SRAV »

Le dispositif « *Savoir rouler à vélo* » permet la généralisation de l'apprentissage de la pratique du vélo en autonomie pour l'ensemble des enfants âgés de 6 à 12 ans avant l'entrée au collège, et jusqu'à 18 ans pour les enfants en situation de handicap. En 10 heures, ce dispositif permet aux enfants de :

- devenir autonome à vélo ;
- pratiquer quotidiennement une activité physique ;
- se déplacer de manière écologique et économique.

L'acquisition des compétences du SRAV se déroule en trois paliers :

- **1<sup>er</sup> bloc** : Savoir Pédaler - maîtriser les fondamentaux du vélo. Il s'agit d'acquérir un bon équilibre et d'apprendre à conduire et piloter son vélo correctement : pédaler, tourner, freiner.
- **2<sup>ème</sup> bloc** : Savoir Circuler - découvrir la mobilité à vélo en milieu sécurisé. Il s'agit de savoir rouler en groupe, communiquer pour informer les autres d'une volonté de changer de direction, et découvrir les panneaux du code de la route.
- **3<sup>ème</sup> bloc** : Savoir rouler à vélo - circuler en situation réelle. Il s'agit d'apprendre à rouler en autonomie sur la voie publique et à s'approprier les différents espaces de pratique.

### 3.2.4. Evaluation des actions

Le bilan des actions financées sur ce dispositif se fera en deux parties :

- Transmission du compte-rendu financier via Le Compte Asso (évaluation qualitative et financière) ;
- Saisie des informations sur les actions réalisées sur le portail « [Savoir rouler à vélo](#) » / onglet « *Intervenant, je me connecte* ».

**Il peut être procédé à une demande de reversement par l'ANS auprès des porteurs de projet qui n'auraient pas saisi les informations sur les actions réalisées sur le portail « *Savoir rouler à vélo* ».**

## 3.3. ***La lutte contre les dérives, les violences et les discriminations dans le sport***

Dans le cadre des priorités régionales visant à garantir un environnement sportif sécurisé, éthique et inclusif, une attention renforcée est portée au soutien d'actions structurantes de lutte contre les dérives, les violences et les discriminations dans le sport.

Ces actions doivent s'inscrire dans une approche globale et systémique, intégrant l'ensemble des formes de violences (physiques, psychologiques, verbales, économiques, numériques), avec une vigilance particulière accordée aux violences sexistes et sexuelles, ainsi qu'à toutes les formes de discriminations (sexisme, racisme, LGBTQIA+phobies, validisme, discriminations sociales ou territoriales, etc.).

Les projets soutenus devront contribuer à :

- Prévenir les situations à risque par des actions de sensibilisation et de formation.
- Renforcer les compétences des acteurs du sport (dirigeants, encadrants, éducateurs, bénévoles, salariés). Le projet devra être assorti d'une animation territoriale.
- Structurer des dispositifs de repérage, d'alerte et d'accompagnement des victimes.
- Promouvoir les valeurs de la République, l'éthique sportive et la culture du respect.

Compte tenu du montant plancher de subvention fixé à 750 €, les projets devront présenter une dimension structurante à l'échelle régionale ou interterritoriale, et s'inscrire dans une logique de déploiement, de mutualisation ou de montée en compétences durable.

### Actions prioritaires :

- Mise en place d'un programme régional et/ou départemental de formation de référents « *lutte contre les violences* » au sein d'une ligue ou d'un comité départemental.
- Déploiement d'un plan de sensibilisation dans l'ensemble des clubs d'une ligue ou d'un comité départemental.
- Animation d'un réseau territorial avec des temps d'échanges et de formation réguliers.
- Interventions coordonnées lors d'événements sportifs régionaux (stands, ateliers, conférences).
- Actions portées par des associations spécialisées intervenant à l'échelle régionale.

Toute action œuvrant à la lutte contre les dérives, violences et discriminations, n'ayant pas fait l'objet d'une demande de subvention au titre du projet sportif fédéral (PSF) peut être éligible.

Il sera demandé aux structures fédérales de s'inscrire dans le plan de prévention fédéral et d'identifier un référent en la matière.

### **3.4. Déploiement du sport santé sur le territoire francilien**

Le « sport santé » correspond à la pratique d'activités physiques qui contribuent à la santé du pratiquant et ayant un impact physique, psychologique et social. À cet effet, les structures sont invitées à développer des actions autour de la lutte contre les effets délétères de la sédentarité, la prévention contre les maladies chroniques, la perte d'autonomie des personnes âgées, la lutte contre l'obésité, l'activité physique adaptée à des fins thérapeutiques.

Pour cela, les structures doivent veiller à bien identifier, dans l'intitulé de leur action, l'enjeu de l'opération qu'elles proposent.

Ces sujets devront être mis en lien avec les thématiques proposées sur « [Le Compte Asso \(LCA\)](#) »

- Préservation santé par le sport ;
- Action partenariale en lien avec les Maisons sport santé (MSS) ;
- Opération « Sentez-vous sport » ;
- Sport sur ordonnance ;
- Plans régionaux sport, santé, bien-être.

#### **3.4.1. Actions éligibles**

Le réseau des 100 maisons sport santé (MSS) d'Île-de-France et des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) est à la recherche de structures capables de prendre en charge les personnes qui viennent en leur sein, qu'elles renseignent, orientent voire encadrent.

À ce titre les projets qui visent à créer des partenariats entre association sportive et MSS ou CPTS sont encouragés. Une subvention peut notamment permettre d'ouvrir de nouveaux créneaux via des actions de formations, des aménagements nouveaux de parcours, l'achat et l'utilisation de matériels spécifiques « sport santé ».

Ces projets contribuent aux objectifs de la stratégie nationale sport santé 2025-2030 relatifs à l'accès à l'activité physique pour les publics les plus éloignés de la pratique et à la structuration des parcours sport santé.

Ils doivent s'inscrire dans un des deux niveaux d'intervention ci-dessous :

| <b>Niveau 1 : activité physique à visée de prévention et de préservation de la santé.</b>  | <b>Niveau 2 : activité physique adaptée intégrée à un parcours de santé.</b>   |
|--|--|
| <p>Ce niveau concerne les projets proposant une activité physique <b>régulière</b>, accessible et <b>sécurisée</b>, destinée à des publics ne relevant pas nécessairement d'un parcours de soins. Ils peuvent être déployés sans prescription médicale.</p> <p>Ces actions visent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la lutte contre les méfaits de la sédentarité ;</li> <li>- éviter l'apparition de maladies chroniques ;</li> <li>- l'amélioration du bien-être physique, mental et social.</li> </ul> | <p>Ce niveau concerne les projets s'adressant à des personnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- atteintes de maladies chroniques ;</li> <li>- en affection de longue durée ;</li> <li>- présentant des limitations fonctionnelles ;</li> <li>- bénéficiant d'une prescription d'activité physique.</li> </ul> |

**Concernant le niveau 1**, les actions prioritaires doivent s'inscrire dans un projet partenarial impliquant plusieurs acteurs identifiés en « sport santé » comme par exemple les MSS, CPTS, associations, ou autres acteurs impliqués dans un CLS. Elles peuvent intégrer la formation des acteurs impliqués. À ce titre, un soutien est apporté aux clubs mettant en place un projet de promotion de la santé au sein du club en appui au MOOC Proccess.

**Concernant le niveau 2**, les actions prioritaires s'inscrivent dans un parcours coordonné d'activités physiques en complément d'un suivi médical. Elles doivent être dispensées par des éducateurs formés à l'activité physique adaptée, permettre une pratique accessible et sécurisée et impliquer des partenariats avec des acteurs de santé (MSS, médecins).

Pour rappel : les actions de sport santé doivent s'adresser aux bénéficiaires suivants :

- Des personnes qui viennent pratiquer avec l'intention d'améliorer leur état de santé voire de se soigner. Ce public peut notamment venir sur les conseils d'un médecin ou d'un professionnel de santé, mais peut également être orienté par une MSS après avoir suivi un programme dit « passerelle » ; c'est-à-dire une remise en activité physique progressive et adaptée, encadrée par un intervenant en activité physique adaptée formé en activités physiques adaptées.
- Aux personnes qui veulent pratiquer une activité physique pour conserver leur santé. Ce sont aussi parfois des personnes qui ont des facteurs de risque (surcharge, glycémie...) et qui doivent se remettre à l'activité physique afin d'éviter que leur état de santé ne se dégrade.

Ces actions doivent impérativement être encadrées soit par :

- des éducateurs sportifs bénévoles qui ont suivi les formations fédérales sport santé ;
- des éducateurs sportifs diplômés d'État, titulaires d'une certification inscrite au code du sport, notamment ceux qui ont suivi des formations pour actualiser leurs connaissances sur différentes pathologies et les conduites à tenir pour encadrer ;
- des enseignants en activités physiques adaptées issus de la filière universitaire STAPS.

Seules seront financées les actions s'inscrivant dans le niveau 1 et ou le niveau 2.

Il sera demandé à chaque structure d'identifier les publics, les diplômes de l'encadrement et de caractériser les actions et les partenaires mobilisés.

### 3.5. Le développement du parasport

Les Jeux paralympiques de Paris 2024 ont marqué une étape décisive pour la visibilité du parasport en France. Avec une mobilisation sans précédent des acteurs institutionnels, sportifs et territoriaux, ces Jeux ont permis de mettre en lumière les performances d'athlètes en situation de handicap tout en modifiant le regard du grand public sur le handicap.



Au-delà de la performance, le parasport constitue un levier majeur d'inclusion, de cohésion sociale et de transformation des représentations sur le handicap. Pour autant, à l'échelle nationale, 53 % des personnes handicapées âgées de 15 à 64 ans sont éloignées de la pratique sportive régulière. Le taux de pratique régulière des personnes en situation de handicap (PSH) reste environ deux fois moindre que celui des personnes valides.

Les structures du mouvement sportif sont donc encouragées à développer une offre de pratique adaptée. En appui des stratégies nationale et régionale sport et handicap 2025-2030, les actions suivantes sont privilégiées :

- Développement du programme « [Club inclusif](#) ».
- Formation des éducateurs, des professionnels, des dirigeants et des bénévoles à l'accueil des personnes en situation de handicap.
- Animation et promotion des parasports et en particulier des pratiques sportives partagées ou d'inclusion inversée ;
- Structuration pour être club para accueillant et ouverture de sections accueillant des personnes en situation de handicap ;
- Contribution au fonctionnement des réseaux et à l'intégration de son action dans une démarche territoriale partenariale ;
- Contribution au fonctionnement des réseaux, à l'intégration de son action dans une démarche territoriale partenariale (ex : avec les ESMS) et à l'animation territoriale (ex : Handitour).

Il sera demandé à chaque structure de se référencer sur le [Handiguide des sports](#) et d'identifier le nombre de personnes en situation de handicap bénéficiaires des actions.

### **3.6. Le développement de la pratique des femmes et des jeunes filles**

La politique de féminisation du sport évolue vers l'enjeu d'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans le sport. Cette égalité doit notamment être mise en œuvre dans les conditions d'accès à la pratique sportive, aux fonctions de direction et d'encadrement du sport ou dans la valorisation médiatique, économique et sociale.

Les actions soutenues devront s'inscrire dans la stratégie régionale mixité en faveur de la lutte contre les stéréotypes de genre et l'égalité homme-femme et contribuer à :

- développer des actions dans les territoires ou dans les secteurs connaissant de forts freins d'accès ;
- favoriser l'accès des femmes à des postes de responsabilités dans les fonctions d'encadrement, de dirigeantes, d'arbitre ou d'officielles par des actions de formation ;
- faire évoluer la visibilité et la place des femmes par des actions valorisant les modèles et la lutte contre les stéréotypes de genre ;
- contribuer à l'animation territoriale ou aux grands événements (journée internationale du sport féminin, journée internationale des droits des femmes...) dans une logique partenariale.

Il sera demandé à chaque structure d'identifier le nombre de femmes bénéficiaires des actions, l'augmentation du nombre d'adhérentes et les partenaires mobilisés.

### 3.7. Les territoires carencés (QPV et ZRR)

Les actions organisées en faveur des territoires carencés au premier rang desquels les quartiers en politique de la ville (QPV) et les zones de revitalisation rurale (ZRR) identifiées en annexe 5, sont prioritaires.

Les actions soutenues devront ainsi s'inscrire dans le développement de l'accès à la pratique sportive des jeunes et des publics éloignés résidant dans les QPV et/ou ZRR, contribuer à :

- réduire les coûts d'accès à la pratique ;
- mettre en place des séances de pratiques sportives, d'initiation et de découverte, pendant les temps périscolaire ou extrascolaires ;
- accompagner le déploiement de pratique sur les équipements de proximité.

Il sera demandé à chaque structure d'identifier la zone d'intervention (QPV et ZRR), le nombre et le profil des bénéficiaires et l'incidence sur la prise de licences ou l'adhésion dans une association.

## 4. RAPPEL POUR TOUS LES DISPOSITIFS DE SUBVENTION

Toutes les demandes de subventions sont effectuées de façon dématérialisée via « [Le Compte Asso](#) » (y compris par les collectivités territoriales au titre des savoirs sportifs fondamentaux). Il en est de même pour la transmission des comptes rendus financiers.

Toutes les associations doivent attester (en cochant la case correspondante), qu'elles souscrivent au contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat. **Tout manquement aux engagements souscrits au titre du contrat d'engagement républicain entraînera le retrait de la subvention accordée, en numéraire ou en nature.**

Les bénéficiaires de subvention s'engagent à apposer le logo de l'ANS (téléchargeable sur <http://www.agencedusport.fr/Logo>) sur tous documents ou supports de communication relatifs aux actions financées.

Chaque association doit transmettre son compte-rendu financier de façon dématérialisée via [Le Compte Asso](#). **Aucun compte-rendu papier ou transmis par mail ne pourra être accepté.**

L'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 stipulant l'obligation de conclure une convention (prévue par le troisième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000) s'applique « *aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €* ». Aussi, est-il rappelé que les conventions annuelles et leurs avenants doivent prendre en compte toutes les sommes versées à une même association au cours du même exercice budgétaire. Par ailleurs, l'autorité chargée du contrôle financier de l'ANS a fixé à 300 000 € le seuil à partir duquel les actes de gestion se trouvent soumis à son visa préalable. **Les conventions ne doivent contenir impérativement que des signatures originales du représentant légal de la structure.**

Enfin, les associations qui disposent de plusieurs affiliations (sections) ne peuvent pas déposer une demande de financement pour une même action via les 2 dispositifs PST / PSF. En cas de constatation d'une même action financée, l'ANS demandera le reversement à l'association concernée de tout ou partie de la (des) subvention(s) perçue(s).

Pour être recevables, les dossiers doivent être déposés sur plateforme **avant le 31 mai 2026**. Les codes financeurs à utiliser par les porteurs de projet sont précisés en annexe 8.

Les subventions accordées au titre des projets sportifs territoriaux seront versées directement aux bénéficiaires par l'Agence comptable du groupement.

Il est vivement conseillé aux structures de commencer dès maintenant la mise à jour leur dossier administratif sur « Compte Asso ».

Paris, le 6 mai 2026

Pour le Préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,  
Délégué territorial de l'ANS,

La déléguée régionale académique à la jeunesse,  
à l'engagement et aux sports,



Cécile NICOL

# Annexes

**ANNEXE 1 - REPARTITION DE L'ENVELOPPE REGIONALE 2026**

| <b>Dispositifs</b>                   | <b>Crédits 2026</b> |
|--------------------------------------|---------------------|
| Emplois en cours                     | 6 359 981 €         |
| Création emploi 2026                 | 1 542 500 €         |
| J'apprends à nager                   | 576 104 €           |
| Aisance aquatique                    | 210 904 €           |
| Savoir Rouler à Vélo                 | 363 785 €           |
| Lutte contre les violences           | 232 045 €           |
| Autres politiques publiques du sport | 744 162 €           |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>10 029 481 €</b> |

## **ANNEXE 2 - LISTE DES STRUCTURES ÉLIGIBLES**

Les bénéficiaires éligibles aux financements au niveau territorial sont :

1. Les clubs et associations sportives :

- Les associations affiliées à des fédérations sportives ou groupements sportifs agréés par l'Etat ;
- Les associations scolaires et universitaires, à condition que les actions présentées ne s'inscrivent pas dans les horaires officiels d'enseignement ;
- Les associations qui concourent au développement ou à la promotion du sport et des activités sportives sans que la pratique sportive elle-même figure dans leur objet, agréées par le préfet du département de leur siège, en application de l'article R121-2 du Code du sport.

2. Les ligues ou comités régionaux et les comités départementaux des fédérations sportives agréées ;

3. Les comités régionaux olympiques et sportifs (CROS), les comités départementaux olympiques et sportifs (CDOS) et les comités territoriaux olympiques et sportifs (CTOS) ;

4. Les groupements d'employeurs légalement constitués, intervenant au bénéfice des associations sportives agréées ;

5. Les associations supports des structures reconnues « Guid'Asso » (anciennement CRIB « Centres de Ressources et d'Information des Bénévoles ») et les associations « Profession sport », pour les actions conduites en faveur des associations sportives ;

6. Les associations locales œuvrant dans le domaine de la santé et les associations support des centres médico-sportifs disposant de l'agrément Sport ou JEP ;

7. Les associations locales œuvrant dans le domaine de la lutte contre toutes formes de violences dans le sport ;

8. Les collectivités territoriales ou leurs groupements, uniquement au titre des dispositifs suivants : plan de prévention des noyades et de développement de l'aisance aquatique, Savoir rouler à vélo, actions de déploiement de la déclinaison territoriale de la gouvernance ;

9. Le comité paralympique et sportif français (CPSF) qui, ne disposant pas de structures déconcentrées, pourra bénéficier au niveau national de crédits territoriaux pour mener des actions locales ayant pour objet le développement de la pratique des personnes en situation de handicap.

**NB :** Pour pouvoir bénéficier d'une subvention publique, le porteur de projet doit pouvoir justifier d'au moins un an d'existence. Ainsi, les associations ne sont pas éligibles à une subvention l'année de leur création.

**ANNEXE 3 - CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CAMPAGNE PST 2026**

| <b>ACTIONS</b>   | <b>ECHEANCES</b>                     |
|--|--------------------------------------|
| Réception de la note nationale de l'Agence nationale du sport                    | Lundi 13 avril 2026                  |
| Présentation des orientations régionales 2026 aux ligues régionales              | Mardi 28 avril 2026                  |
| Ouverture du Compte Asso permettant le dépôt des dossiers                        | Lundi 4 mai 2026                     |
| Clôture du Compte Asso   | Dimanche 31 mai 2026                 |
| Période d'instruction des dossiers   | 1 <sup>er</sup> juin au 19 juin 2026 |
| Programmation définitive des actions à financer                                  | Mercredi 24 juin 2026                |
| Validation des actions à financer lors du bureau de la conférence des financeurs | Mercredi 8 juillet 2026              |
| Mise en paiement des subventions attribuées                                      | A partir du 8 juillet 2026           |
| Reprise de dossiers « emploi » si reliquat                                       | 7 septembre au 8 octobre 2026        |
| Date limite pour l'envoi des dossiers pluriannuels dans OSIRIS                   | Vendredi 16 octobre 2026             |
| Date limite pour l'envoi des états de paiement sur OSIRIS                        | Vendredi 6 novembre 2026             |
| Date limite de transmission des documents au service instructeur (SDJES/DRAJES)  | Vendredi 13 novembre 2026            |
| Date limite de transmission des documents à l'ANS                                | Vendredi 20 novembre 2026            |



## ANNEXE 4 - REGLES DE CUMUL DES AIDES A L'EMPLOI

|                                    | DISPOSITIFS  |  |                           |                           |  |  |   |
|------------------------------------|--|--|---------------------------|---------------------------|--|--|---|
|                                    | <i>Aide unique -<br/>contrat<br/>d'apprentissage<sup>1</sup></i> | <i>Aide unique - contrat<br/>de<br/>professionnalisation<sup>1</sup></i> | <i>Emplois<br/>francs</i> | <i>Emplois<br/>Fonjep</i> | <i>Parcours<br/>emploi<br/>compétences<br/>(PEC)</i> | <i>Réduction générale<br/>des cotisations<br/>patronales<br/>(allègement Fillon)</i> | <i>Contrat initiative<br/>emploi (CIE<br/>jeunes)</i> |
| <b>Emploi Agence</b>               | Non  | Non  | Non                       | Non                       | Non  | Oui  | Non   |
| <b>ESQ para sport</b>              | Non  | Non  | Non                       | Non                       | Non  | Oui  | Non   |
| <b>1 000 emplois sociosportifs</b> | Non  | Non  | Non                       | Non                       | Non  | Oui  | Non   |

<sup>1</sup> Aides exceptionnelles sur ces dispositifs en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024

## **ANNEXE 5 - LISTE DES TERRITOIRES CARENCES / CRITERES D'ELIGIBILITE**

- Sont dits « territoires carencés », les territoires suivants :
  - Quartiers de la politique de la ville (QPV) :
    - [Décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains](#) ;
    - [Décret n° 2024-806 du 13 juillet 2024 procédant a des corrections au sein de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains](#) ;
    - [Décret n° 2024-1212 du 27 décembre 2024 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les collectivités régies par l'article 73 de la constitution, à Saint-Martin et en Polynésie française.](#)
  - Zones France ruralités revitalisation – ZFRR :
    - Liste des communes téléchargeable sur OSIRIS – rubrique « mes documents » ;
    - Zones France ruralités revitalisation (FRR - [liste des communes classées FRR](#)).
  - [Bassins de vie comprenant au moins 50% de la population en ZRR](#) (liste téléchargeable sur OSIRIS – rubrique « mes documents »).
  - [Intercommunalité ayant signé un contrat de relance et de transition écologique \(CRTE\) rural](#) (liste téléchargeable sur OSIRIS – rubrique « mes documents »).
  - Les [Cités éducatives](#).
- Les territoires carencés s'articulent autour de 3 critères d'éligibilité non cumulatifs :
  - L'équipement principal utilisé par l'association est implanté au sein d'un QPV / ZRR / Cités éducatives / bassin de vie comprenant au moins 50% de la population en ZRR / intercommunalité ayant signé un contrat de relance et de transition écologique (CRTE) rural ;
  - Le siège social du club est situé dans un QPV / ZRR / Cités éducatives / bassin de vie comprenant au moins 50% de la population en ZRR / intercommunalité ayant signé un contrat de relance et de transition écologique (CRTE) rural ;
  - Les actions développées par le club touchent un public majoritairement compose d'habitants de QPV / ZRR / Cités éducatives / bassin de vie comprenant au moins 50% de la population en ZRR / intercommunalité ayant signé un contrat de relance et de transition écologique (CRTE) rural.
- Ci-après des outils qui permettent de géolocaliser un territoire :
  - [Système d'information géographique de la politique de la ville](#) ;
  - [Observatoire des territoires](#) ;
  - [France ruralités revitalisation | collectivites-locales.gouv.fr](#)

## **ANNEXE 6 - LISTE DES FEDERATIONS AYANT RECU LA DÉLÉGATION PARA-SPORTS**

### **Fédérations ayant reçu la délégation pour des para-sports :**

- Fédération française d'aviron
- Fédération française de badminton
- Fédération française de billard
- Fédération française de canoë-kayak et sports de pagaie
- Fédération française de char à voile
- Fédération française de danse
- Fédération française de force
- Fédération française d'équitation
- Fédération française d'escrime
- Fédération française de golf
- Fédération française de handball
- Fédération française handisport
- Fédération française de hockey sur glace
- Fédération française de judo, jujitsu, kendo et disciplines associées
- Fédération française de karaté et disciplines associées
- Fédération française de la montagne et de l'escalade
- Fédération française de parachutisme
- Fédération française de pentathlon moderne
- Fédération française de rugby à XIII
- Fédération française de roller et skateboard
- Fédération française de ski nautique et de wakeboard
- Fédération française du sport adapté
- Fédération française du sports-boules
- Fédération française de squash
- Fédération française de surf
- Fédération française de taekwondo et disciplines associées
- Fédération française de tennis
- Fédération française de tir
- Fédération française de tir à l'arc
- Fédération française de triathlon et disciplines enchaînées
- Fédération française de vol en planeur

- Fédération française de voile
- Fédération française de volley
- Fédération française de vol libre

## **ANNEXE 7 - EVOLUTION DU PARCOURS DE FORMATION ET MODALITES DE CONTROLE ET DE SUIVI DES ESS**

### **1. PARCOURS DE FORMATION**

La formation des éducateurs socio-sportifs est obligatoire et comporte 4 modules :

| <b>Violences et discriminations</b>  | <b>Insertion professionnelle</b>   | <b>Thématique du champ sociosportif 1</b>  | <b>Thématique du champ sociosportif 2</b>  |
|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Module tronc commun</li> <li>• Objectif : former à la lutte contre les violences et les discriminations dans le sport</li> <li>• Fonctionnement : Inscription auprès d'un organisme de formation reconnu dans le domaine</li> <li>• Formation de 2 jours minimum dont 7h en présentiel</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Module tronc commun</li> <li>• Objectif : connaître les acteurs du champ de l'insertion professionnelle, appréhender et maîtriser les différents dispositifs institutionnels</li> <li>• Fonctionnement : choix de l'opérateur de formation libre</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Module à la carte</li> <li>• Objectif : permettre l'adaptation à l'emploi du salarié</li> <li>• Fonctionnement : choix de l'opérateur de formation libre</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Module à la carte</li> <li>• Objectif : permettre l'adaptation à l'emploi du salarié</li> <li>• Fonctionnement : choix de l'opérateur de formation libre</li> </ul> |

Nota :

Concernant la formation obligatoire relative à la prévention des violences et des discriminations, et au regard de l'instruction du 28 janvier 2026 relative à la stratégie de formation portant sur les contenus relatifs à l'éthique et à l'intégrité et à la prévention de toute forme de violence dans le sport et dans les accueils collectifs de mineurs, les éducateurs socio-sportifs peuvent se former auprès de l'organisme qu'ils souhaitent, à condition que la formation suivie soit d'une durée de 2 jours minimum dont 7h en présentiel, et qu'elle corresponde au cahier des charges qui se trouve en annexe de l'instruction. Une attestation de suivi de la formation devra être transmise.

Une souplesse pourra être accordée aux actions de formation de moins de 14h qui auront été mises en place ou programmées avant le mois de juin 2026.

L'employeur s'assurera que l'éducateur obtienne les certifications de chaque module, ou à défaut, veillera à le réinscrire à une session de formation pour chaque module concerné.

#### **a) Rappel**

Le financement des modules de formation peut, sous conditions, être pris en charge par l'AFDAS (ou tout autre opérateur compétent). L'ensemble des coordonnées des opérateurs est disponible dans [le guide de mise en œuvre des emplois socio-sportifs](#).

#### **b) Impératif**

La structure employeuse doit transmettre, à la DRAJES ou SDJES, en entrée et en sortie de formation les attestations correspondantes pour chaque module.

c) Suivi du dossier des éducateurs socio-sportifs

L'Agence nationale du Sport ouvrira un espace sur RESANA pour chaque région dont l'objectif est de permettre le suivi des éducateurs socio-sportifs. Les services de l'Etat devront déposer sur cette plateforme, à l'endroit qu'il leur sera indiqué, les documents suivants :

- Le contrat de travail signé ;
- La copie de la carte professionnelle ;
- Les bulletins de salaire ;
- Les attestations de formation ;
- Le plan annuel d'objectifs ;
- Le fichier Excel « Evaluation de la mesure d'impact ».

**2. MODALITES DE CONTRÔLE ET DE SUIVI**

d) Modalités de contrôle

Le dispositif des emplois socio-sportifs étant une mesure gouvernementale, une attention particulière sera portée par l'Agence nationale du Sport à son déploiement effectif dans les territoires, et au respect de sa philosophie.

Ainsi, tout au long de sa mise en œuvre, l'Agence procédera à des contrôles de conformité des dossiers, tant sur les aspects qualitatifs que quantitatifs.

L'Agence se proposera, tout au long du déploiement du dispositif, d'accompagner les régions pour lesquelles des dossiers seraient identifiés comme non conformes, notamment en programmant des points d'étape réguliers dont l'objectif est de permettre aux structures concernées de recentrer leurs actions en accord avec les grands principes du dispositif.

e) Modalités de suivi

Le fichier Excel de l'évaluation de la mesure d'impact, comporte deux parties :

- Déploiement des activités de l'éducateur socio-sportif – suivi des actions et des bénéficiaires ;
- Partenariats consolidés sur l'année – nombre de contacts avec les partenaires locaux.

**Déploiement des activités de l'éducateur sociosportif - suivi des actions et des bénéficiaires**

|               |           | Nombre de bénéficiaires potentiels sur le territoire concerné | Nombre de bénéficiaires entrés dans le dispositif | Eléments de motivation à l'entrée dans le dispositif | Genre |   | Age       |           |           |         | Diplôme      |                        |                              | Typologie de publics        |  |  |                       |   | Nombre de bénéficiaires sortis du dispositif en cours de suivi | Typologie de contrats                        |   |   |  | Nombre de bénéficiaires entrés en formation | Réorientation des publics  |   |   |   | Nombre d'actions sociosportives organisées | Nombre de nouveaux partenariats créés |
|---------------|-----------|---|---|--|-------|---|-----------|-----------|-----------|---------|--------------|------------------------|------------------------------|-----------------------------|--|--|-----------------------|---|--|--|---|---|--|---|--|---|---|---|--|---------------------------------------|
|               |           |   |   |  | H     | F | 16-18 ans | 18-25 ans | 25-30 ans | >30 ans | Sans diplôme | BEP - CAP ou similaire | Niveau BAC, BAC ou supérieur | Bénéficiaires issus des QPV | Bénéficiaires en situation de handicap | Bénéficiaires en précarité sociale (sans abri i.e) | Bénéficiaires seniors | Bénéficiaires en situation de migration |  | Nombre de bénéficiaires remis à l'emploi CDI | Nombre de bénéficiaires remis à l'emploi CDD > 6 mois | Nombre de bénéficiaires remis à l'emploi CDD < 6 mois | Nombre de bénéficiaires remis à l'emploi - Autres contrats |   | Nombre de bénéficiaires réorientés vers des structures sport santé | Nombre de bénéficiaires réorientés vers des structures de santé | Nombre de bénéficiaires réorientés vers des structures sociales | Nombre de bénéficiaires réorientés vers d'autres structures |  |                                       |
| 1er trimestre | Janvier   |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Février   |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Mars      |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
| 2e trimestre  | Avril     |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Mai       |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Juin      |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
| 3e trimestre  | Juillet   |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Août      |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Septembre |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
| 4e trimestre  | Octobre   |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Novembre  |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
|               | Décembre  |   |   |  |       |   |           |           |           |         |              |                        |                              |                             |  |  |                       |   |  |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |                                       |
| Totaux        |           | 0   | 0   |  | 0     | 0 | 0         | 0         | 0         | 0       | 0            | 0                      | 0                            | 0                           | 0                                      | 0  | 0                     | 0                                       | 0  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0   | 0  | 0   | 0   | 0   | 0  | 0                                     |



|               |                           | Partenariats consolidés sur l'année - Nombre de contacts avec les partenaires locaux |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|---------------|---------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------|------------------------------|----------------|------|----------------|------|--|------------------------------|
|               |                           | Conseil régional   | Conseil départemental | Communauté de commune | Commune | ANCT / Politique de la ville | France Travail | Apec | Mission locale | MDPH | Services sociaux communaux ou départementaux | Autres acteurs du sociosport |
|               | Nouveau Partenariat (O/N) |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
| 1er trimestre | Janvier                   |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Février                   |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Mars                      |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
| 2e trimestre  | Avril                     |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Mai                       |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Juin                      |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
| 3e trimestre  | Juillet                   |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Août                      |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Septembre                 |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
| 4e trimestre  | Octobre                   |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Novembre                  |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
|               | Décembre                  |  |                       |                       |         |                              |                |      |                |      |  |                              |
| Totaux        |                           | 0  | 0                     | 0                     | 0       | 0                            | 0              | 0    | 0              | 0    | 0  | 0                            |

**ANNEXE 8 – CODES SUBVENTIONS COMPTE ASSO ET CONTACTS ASSOCIES**

| <b>Bénéficiaires</b>   | <b>Service instructeur</b> | <b>Code financeur</b> | <b>Contacts</b>  | <b>Coordonnées</b>  |
|--|----------------------------|-----------------------|--|---|
| Ligues et comités régionaux<br>ILE-DE-FRANCE                         | DRAJES                     | <b>140</b>            | David LEPRINCE : référent<br>Leeroy CAMUS : gestionnaire administratif   | david.leprince@region-academique-idf.fr<br>leeroy.camus@region-academique-idf.fr<br>drajes-idf-polesport@region-academique-idf.fr |
| Comité départementaux et associations locales<br>75 - PARIS          | SDJES 75                   | <b>146</b>            | Elodie TARDY : référente<br>Sylvie LARCHER : gestionnaire administratif  | sdjesparis-pole-sport@ac-paris.fr   |
| Comité départementaux et associations locales<br>77 - SEINE-ET-MARNE | SDJES 77                   | <b>141</b>            | Gaëtan TOULZAT : référent<br>Aline FOURNIER : gestionnaire administratif | gaetan.toulzat@ac-creteil.fr<br>ce.sdjes77@ac-creteil.fr  |
| Comité départementaux et associations locales<br>78 - YVELINES       | SDJES 78                   | <b>147</b>            | Lison CHEMAOUNI : référente  | lison.chemouni@ac-versailles.fr<br>ce.sdjes78.sport@ac-versailles.fr  |
| Comité départementaux et associations locales<br>91 - ESSONNE        | SDJES 91                   | <b>148</b>            | Alec ERAUD : référent<br>Nawel RAMDANI : gestionnaire administratif      | alec.eraud@ac-versailles.fr<br>ce.sdjes91.sports@ac-versailles.fr   |
| Comité départementaux et associations locales<br>92 - HAUTS-DE-SEINE | SDJES 92                   | <b>142</b>            | Cédric BARRAS : référent<br>Mariama ALLAOUI : gestionnaire administratif | cedric.barras@ac-versailles.fr<br>ce.sdjes92.sport@ac-versailles.fr   |

|   |          |            |   |   |
|---|----------|------------|---|---|
| Comité départementaux et associations locales<br>93 - SEINE-SAINT-DENIS | SDJES 93 | <b>143</b> | Jesse PENTSCH : référent  | jesse.pentsch@ac-creteil.fr<br>ce.sdjes93.sports@ac-creteil.fr        |
| Comité départementaux et associations locales<br>94 - VAL-DE-MARNE      | SDJES 94 | <b>144</b> | Valérie BIZET : référent<br>Maroussia MAUCARRE : gestionnaire administratif | valerie.bizet@ac-creteil.fr<br>ce.sdjes94.sport@ac-creteil.fr         |
| Comité départementaux et associations locales<br>95 - VAL-D'OISE        | SDJES 95 | <b>145</b> | Laetitia BESCHE : référente   | Laetitia.Besche@ac-versailles.fr<br>ce.sdjes95.sport@ac-versailles.fr |